



## Dépenses publiques et croissance économique : cas du Maroc

Ahmed OULAD EL FAKIR<sup>1</sup>, Mohamed KARIM<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Salé,  
Université Mohammed V de Rabat, Maroc

Received: January 19, 2025    Accepted: April 20, 2025

---

### Abstract

This article examines the impact of public spending on economic growth in Morocco over the period 1999–2019. Employing an Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model, the study investigates the relationship between real GDP growth and key variables, including public expenditures, the employed active population, inflation, and the economy's openness rate. The findings indicate a positive long-term effect of public spending on economic growth, with a 1% increase in real public spending associated with a 0.3% rise in real GDP. This result supports the Keynesian perspective, which highlights government spending as a driver of economic activity. However, the analysis also reveals a negative impact of public investment on growth, pointing to potential inefficiencies or crowding-out effects on private sector activity. Furthermore, the study explores the concept of an optimal level of public spending, drawing on the Rahn curve, and finds that Morocco's public spending levels typically exceed the range deemed optimal for maximizing growth. These results emphasize that while public spending can enhance economic growth, its composition and efficiency are critical determinants of its effectiveness. The research contributes to the ongoing debate on the role of government intervention in the economy and provides policymakers with insights into optimizing public expenditure to foster sustainable economic development in Morocco.

---

**Keywords:** economic growth, public expenditures, public investment, ARDL modelling

**JEL classification:** E01, E22, H50, H54, O40

---

Correspondance: Ahmed OULAD EL FAKIR, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Salé,  
Université Mohamed V de Rabat, Maroc.

Email addresses: [ahmed.oulad.el.fakir@gmail.com](mailto:ahmed.oulad.el.fakir@gmail.com) (Ahmed OULAD EL FAKIR)

---

## 1. Introduction

Les opérations du gouvernement sont des activités exercées dans le cadre de la gestion courante de l'État afin de satisfaire les besoins de la population en produisant des biens (marchands ou non marchands) et des services (marchands ou non marchands) et ce à travers l'administration publique et d'autres départements (publics ou semi-publics).

De là, l'importance et le rôle de l'État dans l'activité économique d'un pays ne sont plus à démontrer. Cette importance a été mise à l'épreuve après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale puisque l'État a pris en charge la reconstruction des dégâts causés par la guerre et aussi lors de la pandémie Covid-19 lorsque, dans presque tous les pays, l'État a joué le rôle de "salvateur" de dernier recours. Même au pays le plus libéral du monde, les États-Unis, l'État est intervenu en injectant un montant colossal afin de sauver l'économie et les entreprises de la faillite. Ceci nous pousse à nous poser certaines questions à propos du rôle de l'État, dans l'activité économique et sa contribution à la croissance à travers les dépenses publiques.

Il convient de signaler que, dans le domaine des dépenses publiques, les recherches se sont orientées essentiellement vers l'étude des effets des dépenses publiques d'investissement sur la croissance dont la littérature économique est très abondante. Quant à cet article, il vise la recherche de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique sans faire aucune distinction sur la destination de ces dépenses publiques.

Cet article est inspiré des théories de la croissance endogène qui stipulent que les dépenses publiques sont bénéfiques pour la croissance économique du fait des externalités qu'elles produisent en faveur des autres agents économiques, et aussi du fait que les dépenses publiques sont une variable endogène déterminée par la croissance du revenu national (Erguigue, 2023).

Le présent article se veut une contribution au débat relatif à la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique quoique ces dépenses soient souvent critiquées, surtout celles qui concernent les secteurs sociaux (éducation, habitat et santé). Pour cela, il est organisé comme suit : Une première section est consacrée à une revue de littérature relative aux dépenses publiques et leurs effets sur la croissance économique. Ensuite, une deuxième section traite le cas des dépenses publiques au Maroc. Puis, dans une troisième section, nous allons formaliser la relation entre la croissance économique et les dépenses publique en choisissant un modèle économétrique. Enfin, une section va conclure ce travail.

## 2. Revue de littérature

Le débat sur le rôle de l'État et son effet sur la croissance économique ne date pas d'aujourd'hui et remonte à très longtemps. Ce débat n'a abouti à aucun consensus parmi les courants de la pensée économique à propos de ce rôle. Ainsi, la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique a fait l'objet de travaux aussi bien théoriques qu'empiriques.

En effet, si la littérature économique est pauvre en apports théoriques qui analysent la relation entre la croissance économique et les dépenses publiques, les apports empiriques ont eu la part du lion surtout les travaux s'inscrivant dans le cadre de la théorie endogène qui a connu l'introduction de plusieurs variables endogènes au processus de la croissance dont les dépenses publiques.

### 2.1 Travaux théoriques

L'intervention de l'État a été parfois sollicitée, parfois rejetée dans les théories économiques. Ainsi, pour les classiques, l'État doit intervenir juste pour assurer certaines tâches spécifiques telles que la sécurité et la défense pour favoriser une libre circulation des biens et des personnes. De même, le rôle de l'État est de fournir une structure juridique saine pour protéger les intérêts des acteurs économiques, notamment le secteur privé (des lois, des droits de propriété, droit des contrats et obligations, lois de la concurrence, lutte contre les monopoles et les comportements non concurrentiels, ...etc.), tout en laissant le marché s'autoréguler. Mais, ce rôle de "gendarme" joué par l'État a été critiqué avec l'accentuation des crises économiques et l'intervention de l'État et son rôle dans la résolution de ces crises économiques est de plus en plus sollicitée.

En effet, depuis la grande dépression de 1929, l'appel pour une intervention de l'Etat n'a pas cessé puisque, pour les keynésiens, cette crise est due à l'incapacité du marché de maintenir son équilibre. De là, l'intervention de l'Etat était nécessaire pour créer la croissance et lutter contre le chômage résultant de cette crise, et ce par le lancement des grands chantiers qui ont eu des effets sur la production via le multiplicateur des dépenses. Ainsi, en théorie, le courant keynésien suggère que les dépenses publiques améliorent la performance économique et contribuent à la réalisation d'une croissance économique.

Ce courant de pensée a été très dominant durant la période 1930-1970 jusqu'à l'apparition du problème d'endettement qui a secoué les PVD au début de la décennie 80 lorsque plusieurs pays en développement ont été contraints de se soumettre à des programmes d'ajustement structurel (PAS). A partir de là, on a commencé à parler de dépenses publiques non productives exerçant parfois un effet d'éviction sur le secteur privé.

De nos jours, l'appel à l'intervention de l'Etat a été dûment testé lors de la pandémie Covid-19 où l'Etat a joué le rôle de l'Etat-providence pour sauver ses citoyens des conséquences néfastes de cette pandémie. De même, le débat keynésien est toujours utilisé lorsqu'on veut stimuler l'économie par les dépenses publiques ou aussi lorsqu'on veut stimuler la croissance par une augmentation des dépenses publiques (Mitchell, 2005).

## 2.2 Travaux empiriques

La littérature empirique est très riche des travaux qui ont analysé la relation entre la croissance économique et les dépenses publiques en utilisant différentes approches économétriques. A ce propos, il est utile de signaler que les nouvelles théories de la croissance ont ouvert la voie à l'introduction de plusieurs variables pour expliquer la croissance économique.

En effet, l'analyse de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique était confiée à des outils économétriques standards, notamment la méthode MCO, sans tenir compte des propriétés des séries chronologiques, notamment la stationnarité. Mais, avec le développement des outils économiques surtout ceux traitant le problème de la non stationnarité des séries chronologiques, cette analyse fait appel à de nouvelles techniques telles que la modélisation à correction d'erreur, la régression par cointégration, les modèles Auto Regressive Distributed Lag (ARDL), la méthode Panel Smooth Threshold Regression (PSTR), etc.

Ainsi, elles ont attribué aux dépenses publiques un rôle important puisque ces dépenses publiques y sont essentielles via la politique budgétaire. Ainsi, dans son article de 1990, Barro enrichit son modèle de croissance endogène en y ajoutant les dépenses publiques (Ntita Ntita et al., 2019). A ce propos, Barro (1997) a affirmé que les dépenses publiques de consommation (en % du PIB), calculées en déduisant les dépenses de défense et d'éducation, étaient corrélées négativement à la croissance. Inversement, Devarajan, Swaroop et Zou (1996) ont trouvé une relation positive entre les dépenses publiques de consommation (en % des dépenses publiques totales) et la croissance économique (Nubukpo, 2007).

De même, selon Tanzi et Zee (1997), les dépenses publiques affectent la croissance économique à travers les mécanismes qui suivent :

- En augmentant le stock de capital à travers l'investissement public en infrastructure ;
- En augmentant la productivité des facteurs de production, notamment le travail, à travers les dépenses publiques destinées au capital humain, notamment les dépenses en éducation et la santé (Nubukpo, 2007).

Afonso et al. (2010) ont trouvé que, pour certains pays européens, les dépenses de contribution sociale et les dépenses de consommation (ou dépenses de fonctionnement, selon la terminologie adoptée par chaque pays) ont un effet négatif sur la croissance économique et que les dépenses d'investissement ont un effet positif sur la croissance économique et qu'il y a une relation inverse entre la volatilité du niveau de ces dépenses et le niveau de la croissance économique (Ntita Ntita et al., 2019).

Easterly et al. (1997) n'ont trouvé aucun effet significatif des dépenses publiques de consommation (en % du PIB) sur la croissance économique en Amérique Latine.

Dhanasekaran (2001) pour l'Inde et Martinez-Lopez (2005) pour l'Espagne ont trouvé une très faible corrélation entre les dépenses publiques et la croissance économique (Andrianady et al., 2023).

Nubukpo (2007) a utilisé un modèle à correction d'erreur pour montrer que les dépenses publiques n'ont pas d'impact significatif sur la croissance économique dans certains pays de l'UEMOA (Ntita Ntita et al., 2019).

De leurs côtés, Morley et Perdakis (2000) ont utilisé un modèle à correction d'erreur entre 1974 et 1991 pour conclure que, pour le cas d'Egypte, les dépenses publiques totales n'ont aucun effet significatif sur la croissance à court terme et qu'à long terme cet effet est positif (Nubukpo, 2007).

D'autres chercheurs ont analysé la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique, dans les pays de la CEMAC pour la période 2000-2011, en utilisant une relation linéaire grâce à un modèle de transition lisse, notamment la méthode Panel Smooth Threshold Regression (PSTR). Ce travail a abouti sur le fait que les dépenses publiques ont un effet positif sur la croissance économique lorsque les dépenses publiques d'éducation et de santé atteignent respectivement les seuils de 8,7% et 10,8% (Minea & Villieu, 2008).

Dans ce qui suit, nous allons présenter le dernier cas empirique. Il s'agit du modèle proposé par Nubukpo (1997) et qui va nous servir comme soubassement théorique. Ce modèle est de la forme :

$$PIBR = f(C, P, E) \quad (Relation 1)$$

Avec :

*PIBR* : PIB reel ;

*C* : Un panier de variables dites conventionnelles (capital physique, travail, capital humain, ...etc.) ;

*P* : Un panier de variables liées à la politique économique (dépenses publiques, inflation, ...etc.) ;

*E* : Un panier de variables liées à l'environnement extérieur (indice des termes de l'échange, taux d'ouverture, ...etc.).

Dans son article, Nubukpo a écrit la relation (1) sous une autre forme énoncée comme suit<sup>1</sup> :

$$PIBR = f \left( \underbrace{TBSS}_{+}, \underbrace{PAC}_{+}, \underbrace{\frac{DEP}{PIB}}_{?}, \underbrace{\frac{INVP}{PIB}}_{+}, \underbrace{ITE}_{+}, \underbrace{INFL}_{?} \right) \quad (Relation 2)$$

Avec :

*PIBR* : PIB reel

*TBSS* : Taux brut de scolarisation secondaire ;

*PAC* : Population active (+ avec un effet de seuil) ;

*DEP/PIB* : Dépenses publiques rapportées au PIB ;

*ITE* : Indice des termes de l'échange ;

*INVP* : Investissement privé réel ;

*INFL* : Taux d'inflation (l'inflation peut avoir une influence sur la croissance selon un effet de seuil. Par exemple, l'inflation peut exercer un effet négatif sur le PIB lorsqu'elle est supérieure ou égale à 8%).

La relation (2) a été estimée par pays en utilisant un modèle à correction d'erreur.

<sup>1</sup> Le signe (+) placé en dessous des variables signifie une relation positive entre le PIBR et la variable explicative concernée.

Les résultats obtenus de cette régression sont :

- À court terme, les dépenses publiques totales n'ont pas d'impact significatif sur la croissance économique pour la majorité des pays de l'UEMOA ;
- À long terme, il y a des impacts différenciés par pays : négatif au Bénin et Niger, positif au Sénégal et Togo et non significatif au Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Mali.
- Enfin, cet auteur a décomposé les dépenses publiques totales pour voir l'effet, sur la croissance, des dépenses publiques de consommation et des dépenses publiques d'investissement. Ainsi, les résultats obtenus affirment que les dépenses publiques de consommation ont un effet significatif sur la croissance économique des pays de l'UEMOA (Nubukpo, 2007).

### 2.3 Pour le cas de l'économie marocaine

Pour les travaux empiriques qui ont analysé le cas de l'économie marocaine, ils ne sont pas nombreux, mais les cas rencontrés apportent des résultats mitigés. C'est le cas, par exemple, de:

A- Elalaoui et al. (2018) qui ont élaboré un modèle appliqué aux données marocaines pour la période allant de 1975 à 2016. Le modèle utilisé lie le PIB aux dépenses publiques de consommation (DPC), dépenses publiques d'investissement (DPI), exportations nettes (X), épargne nationale brute (S) et l'inflation (INF) et ce en estimant un modèle ARDL à long terme à l'aide du test de cointégration (Elalaoui & Hefnaoui, 2018). Les résultats de ce travail montrent que certaines variables affectent positivement la croissance économique. C'est le cas des dépenses publiques de consommation (+0,33%), de l'épargne (+0,24%) et des exportations (+0,27%). De leurs côtés, les dépenses d'investissement affectent négativement la croissance économique (-0,12%). Quant à l'inflation, elle est non significative (Elalaoui & Hefnaoui, 2018).

B- (Nounou et al., 2023) ont utilisé un modèle ARDL pour expliquer la relation à long terme et la dynamique de court terme entre l'investissement public et la croissance économique au Maroc pour la période allant de 1980 à 2020. Ces auteurs ont adapté la configuration du modèle présenté par (Nubukpo, 2007) au cas de l'économie marocaine en introduisant les variables Stock du capital (SK), Nombre de la population au travail (EMP) et investissement public (IVP) comme variables explicatives de la croissance économique au Maroc. Les résultats obtenus montrent qu'il n'y a aucune corrélation entre l'investissement public et la croissance économique à court terme, alors que pour le long terme, l'impact de l'investissement public sur la croissance économique est négatif. Ces résultats négatifs ont déjà été attribués, par la littérature économique, à la nature de ces investissements publics et au manque de gouvernance dans les pays considérés. De même, les résultats obtenus montrent que le stock du capital et l'investissement public n'ont pas d'effet sur la croissance économique. De même, l'estimation de la relation de long terme montre un effet négatif, mais non significatif, de l'investissement public sur la croissance économique.

En général, et d'après la revue de littérature, on peut dire qu'il est difficile d'établir avec certitude la nature de l'impact que les dépenses publiques peuvent avoir sur la croissance économique. De même, les dépenses d'investissement public peuvent parfois avoir des effets d'éviction sur l'investissement privé.

## 3. Aperçu sur les dépenses publiques au Maroc

Avant d'aborder ce sujet, il convient de bien définir les dépenses publiques<sup>2</sup> qu'on se propose d'étudier.

### 3.1 Définition des dépenses publiques

Le secteur public est un secteur très hétérogène qui contient des unités produisant des produits et services marchands et des unités produisant des services non marchands. Il est composé de

<sup>2</sup> Dans ce travail, les dépenses publiques sont constituées des dépenses ordinaires et des dépenses d'investissement de l'Etat et des collectivités locales. Ces dernières sont obtenues à partir des finances locales qui ne sont disponibles qu'à partir de 2008 (voir le site web: [www.tgr.gov.ma](http://www.tgr.gov.ma)).

l'administration centrale, des collectivités locales, des établissements et entreprises publics et des organismes de retraite et de prévoyance sociale. Mais, étant donnée l'indisponibilité des données statistiques de certains organismes, on va se contenter de prendre les dépenses publiques comme étant les dépenses (ordinaires et d'investissement)<sup>3</sup> du Trésor et des collectivités locales uniquement.

### *3.2 Comment les dépenses publiques agissent-elles sur la croissance économique?*

Les dépenses publiques contribuent à la croissance par le maintien de la stabilité politique et sociale. De même, en fournissant un cadre juridique, les pouvoirs publics contribuent à la croissance économique puisque les acteurs économiques peuvent recourir à la justice pour protéger leurs droits et résoudre leurs différends. Si non, l'activité économique serait presque inexistante. Mais, lorsque ces dépenses dépassent certaines limites, elles deviennent un fardeau sur l'activité économique par l'imposition de lourdes taxes pour financer ces dépenses et/ou par le recours à l'endettement.

Les dépenses publiques agissent sur la croissance économique à travers deux canaux qui sont:

- Les dépenses d'investissement qui influencent la croissance par le biais des projets qui sont réalisés par l'Etat et qui ne sont pas du domaine du secteur privé. C'est le cas des infrastructures, notamment les routes pour le transport, les ports/aéroports, les barrages pour la production de l'eau et de l'électricité, ...etc. ;
- Les dépenses de fonctionnement qui affectent la croissance économique par le biais des services publics fournis en faveur de la Communauté, en général et les acteurs économiques, en particulier, et autres départements publics fournissant des services en faveur des secteurs productifs de l'économie (côté offre) et les salaires distribués aux fonctionnaires (côté demande).

En effet, les dépenses publiques sont des éléments hétérogènes qu'on trouve dans le budget de l'Etat<sup>4</sup> et même s'elles sont classées selon leurs natures elles sont toujours entourées d'ambiguïté. C'est pourquoi on va les prendre en entier<sup>5</sup>.

Les dépenses publiques sont de différents types dont les principaux sont les dépenses courantes et les dépenses d'équipement (ou d'investissement).

On a le droit de se poser alors la question suivante: Parmi ces dépenses, quelles sont celles qui stimulent la croissance économique? La réponse à cette question est très difficile puisque ce qui est vrai en théorie ne l'est pas toujours en pratique. Ainsi, par exemple, lorsque ces dépenses vont à des indemnités (ou des allocations) du chômage, il est invraisemblable qu'elles stimulent le taux de croissance alors qu'en réalité cette croissance sera tirée par la demande créée par la distribution de ces allocations.

De même, si les dépenses publiques sont destinées pour remplacer le manque ou l'incapacité du secteur privé pour améliorer l'infrastructure et l'éducation, alors ces dépenses sont utiles pour la croissance économique.

---

<sup>3</sup> Non comprises les dépenses occasionnées par la dette publique.

<sup>4</sup> Dans le budget de l'Etat, les dépenses publiques sont classées selon 3 catégories qui sont: les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement et le remboursement de la dette.

<sup>5</sup> A ce propos, il convient de rappeler que les dépenses d'une étude technique sont comptabilisées parmi les dépenses d'investissement.

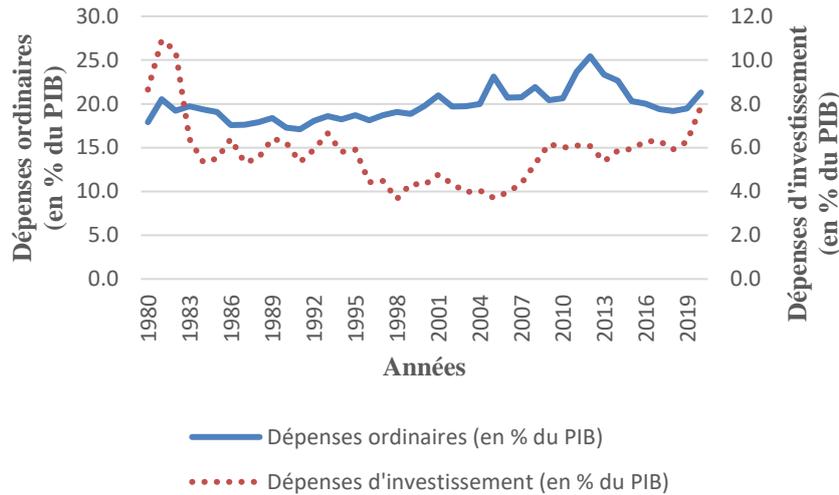


Figure 1. Evolution des dépenses du Trésor entre 1980 et 2019

Il ressort de la figure 1 que les dépenses ordinaires du Trésor sont passées de 17,9% en 1980 à 18,9% du PIB en 1999 à 21,9% du PIB en 2008 et à 19,5% du PIB en 2019. Elles ont atteint leur niveau maximal en 2012 avec 25,4% du PIB, au lendemain du Printemps arabe, et en 2020 lors de la pandémie Covid19 lorsque ces dépenses ont été proches de 30% du PIB. Sur la période 1980-2019, ces dépenses ordinaires ont représenté, en moyenne, presque 20% du PIB. Quant aux dépenses d'investissement du Trésor, elles ont commencé à dépasser 6% du PIB à partir de l'année 2009, à l'exception de certaines années, mais elles restent aux alentours de 5,3% du PIB, en moyenne, pour toute la période 1980-2019.

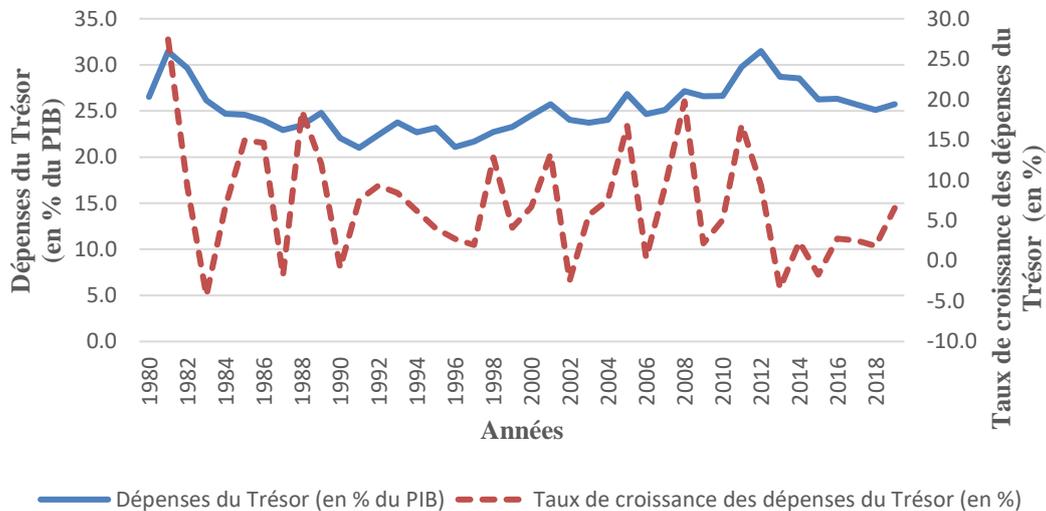


Figure 2. Evolution des dépenses publiques (en % du PIB) et de leurs taux de croissance entre 1980 et 2019

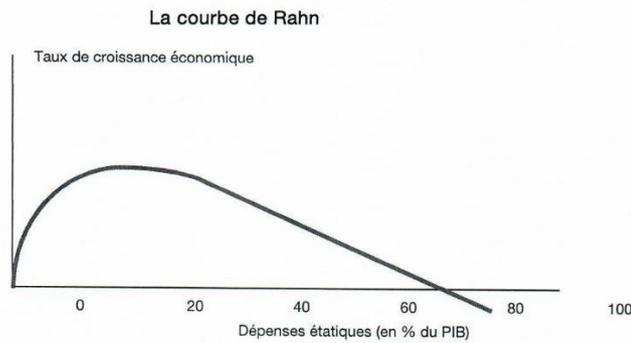
En ce qui concerne la figure 2, on en déduit que les dépenses publiques ont une tendance qui varie entre 20% et 30% du PIB, à l'exception de quelques années, alors que leur variation suit un mouvement en dent de scie, avec une tendance ascendante pendant la dernière décennie.

### 3.3 Montant optimal des dépenses publiques et courbe de Rahn

Le montant optimal des dépenses publiques est défini comme le niveau de dépenses qui exerce l'impact positif le plus élevé sur la croissance économique. Au-delà de ce montant, tout surcroît de dépenses publiques est source de gaspillage économique (en termes de coût d'opportunité). Dans le cas des pays en développement, où il est généralement reconnu que le montant des

dépenses publiques est souvent en deçà des exigences requises pour enclencher et consolider le processus de développement, la définition de la notion d'opportunité devrait inclure explicitement la qualité de la dépense publique (Nubukpo, 2007).

La courbe de Rahn suggère qu'il y a une relation entre les dépenses du gouvernement et le taux de croissance de l'économie et qu'il y a un niveau optimal de ces dépenses qui maximise le taux de croissance. Graphiquement, cette courbe a l'allure suivante (Bessard, 2020):



Les adeptes de cette courbe précisent que le niveau optimal des dépenses publiques pour maximiser la croissance économique correspond à des dépenses publiques (en % du PIB) comprises entre 15 et 25% (Larsen, 2007).

Cependant, certains économistes ont du doute à propos de l'adéquation de la courbe de Rahn et de sa capacité à établir un lien entre les dépenses publiques et la croissance économique.

Pour le cas de l'économie marocaine, la courbe de Rahn est loin de la courbe théorique et représente une courbe en dent de scie qui diffère largement de la courbe théorique comme le montre la figure 3 suivante :

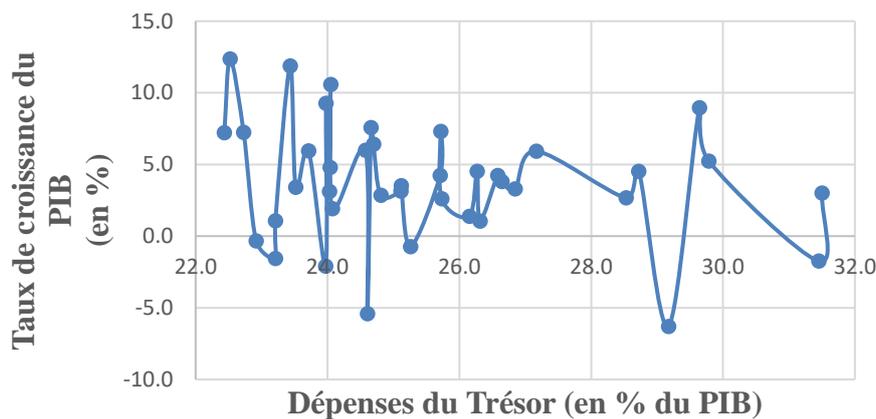


Figure 3. Courbe de Rahn pour l'économie marocaine entre 1981 et 2020

#### 4. Formalisation du modèle et sources des données statistiques

La croissance économique est affectée par plusieurs facteurs dont l'infrastructure, la stabilité politique, l'éducation, les compétences des travailleurs, le développement technologique, ...etc. Ainsi, étant donné l'implication de tous ces éléments, il est très difficile de trouver des liens empiriques entre croissance économique et chacun de ces éléments pris isolément.

#### 4.1 Les sources des données statistiques

Cette étude est basée sur l'utilisation de séries annuelles allant de 1999 à 2019, soit 21 observations. Ces données proviennent de différentes sources. Ainsi, les données sur la population active occupée (PAO) sont tirées de l'Enquête Nationale sur l'Emploi, menée par la Direction de la Statistique (DS du HCP). Celles de la valeur ajoutée (VA) sont tirées des comptes de la Nation, produits par la Direction de la Comptabilité Nationale (DCN du HCP). Alors que le taux d'ouverture (OPEN) est calculé en utilisant les données de World Development Indicators (WDI) de la Banque Mondiale. Les dépenses publiques en volume ont été obtenues en déflatant les dépenses publiques en valeur en utilisant l'indice implicite du PIB tiré de WDI.

#### 4.2 Formalisation du modèle

La spécification empirique adoptée dans ce travail est inspirée du modèle élaboré par Nubukpo (2007). Ainsi, pour nous rapprocher de la formulation de Nubukpo, nous avons choisi la population active occupée (PAO) comme variable dite conventionnelle, les dépenses publiques (DEP\_PUB) et l'inflation (INF) comme variables liées à la politique économique et le taux d'ouverture (OPEN) comme variable liée à l'environnement extérieur.

Ainsi, l'équation à estimer, en utilisant un modèle ARDL, est de la forme :

$$\text{PIBR} = f\left(\underbrace{\text{DEP}_{\text{PUBLR}}}_{?}, \underbrace{\text{PAO}}_{+}, \underbrace{\text{INF}}_{?}, \underbrace{\text{OPEN}}_{+}\right) \quad (\text{Relation 3})$$

Avec :

PIBR : PIB réel ;  
 PAO : Population active occupée ;  
 DEP<sub>PUBLR</sub> : Dépenses publiques en volume ;  
 OPEN : Taux d'ouverture de l'économie.

Les signes des coefficients de PAO et OPEN sont supposés être positifs. Le signe du coefficient de INF dépend du niveau d'inflation. Quant au signe du coefficient DEP<sub>PUBLR</sub> est à déterminer.

#### 4.3 Les résultats obtenus et discussion

Les séries PIBR, DEP<sub>PUBLR</sub>, PAO et OPEN ne sont pas stationnaires. Ces variables deviennent stationnaires après une première différence. De plus, les séries statistiques PIBR et DEP<sub>PUBLR</sub> semblent cointégrées puisqu'elles présentent des évolutions similaires sur tout l'échantillon. De son côté, la variable INF est "stationnaire".

Ce qui a été retenu pour le travail est le suivant :

Tableau 1. Résultats de l'estimation

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIBR (-1)	-0,621708	0,18	-3,510671	0,0023
LPIBR (-2)	0,504432	0,11	4,559791	0,0002
LPIBR (-3)	0,762013	0,14	5,627935	0,0000
LDEP_PUB_R	0,104616	0,04	2,675808	0,0149
LPAO	1,265735	0,18	7,084728	0,0000
LINF	0,008932	0,00	2,209843	0,0396
LOPEN	-0,057847	0,04	-1,374635	0,1852
C	-16,56978	2,40	-0,914636	0,0000
R-squared	0,998777			

Durbin-Watson stat	1,667196
F-statistic	2216,216
Prob(F-statistic)	0,000000

Source. Calcul de l’auteur à l’aide du logiciel Eviews.

Ce résultat peut être écrit sous la forme de l’équation suivante :

$$\begin{aligned}
 LPIBR = & \underbrace{-16,57}_{(-2,4)} - \underbrace{0,62}_{(0,18)} * LPIBR(-1) + \underbrace{0,5}_{(0,11)} * LPIBR(-2) + \underbrace{0,76}_{(0,14)} * LPIBR(-3) \\
 & + \underbrace{0,1}_{(0,04)} * LDEP_{PUBLR} + \underbrace{1,26}_{(0,18)} * LPAO + \underbrace{0,01}_{(0,00)} * LINF - \underbrace{0,06}_{(0,04)} * LOPEN
 \end{aligned}$$

Tests de validation du modèle :

Test	Résultat
Normalité	Probabilité 0,339300
Autocorrélation	Q-Stat 15,623 du 12ème retard
Homoscédasticité	Probabilité 0,8280
Stabilité	Valide

Source. Calcul de l’auteur à l’aide du logiciel Eviews.

De son côté, la relation de court terme entre les variables est donnée par l’équation de cointégration. Cette dernière est comme suit :

$$\Delta(LPIBR) = -0,36 * [LPIBR(-1) - (0,29 * LDEP_{PUBLR} + 3,56 * LPAO + 0,03 * LINF - 0,16 * LOPEN - 46,64)]$$

De son côté, la relation de long terme est donnée par :

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDEP_PUB_R	0,294475	0,100004	2,944633	0,0083
LPAO	3,562813	0,325254	10,95395	0,0000
LINF	0,025142	0,010644	2,361996	0,0290
LOPEN	-0,162828	0,114489	-1,422217	0,1712
C	-46,64091	4,388773	-10,62732	0,0000
R-squared	0,998777			
Durbin-Watson stat	1,667196			
F-statistic	2216,216			
Prob(F-statistic)	0,000000			

Ainsi, l’équation de long terme s’écrit comme suit :

$$LPIB_r = \underbrace{-46,6}_{(-10,6)} + \underbrace{0,29}_{(2,9)} * LDep_Pub_r + \underbrace{3,56}_{(10,9)} * LPAO + \underbrace{0,02}_{(2,4)} * LINF - \underbrace{0,16}_{(-1,4)} * LOPEN$$

Ainsi, lorsque les dépenses publiques réelles augmentent de 1%, le PIB réel augmente de 0,3%.

Ici, l'inflation a elle aussi un effet positif puisqu'une augmentation de l'inflation de 1% entraîne l'augmentation du PIB réel de 0,02.

## 5. Conclusion

Cette étude a utilisé un modèle ARDL pour analyser le lien entre les dépenses publiques et la croissance économique au Maroc de 1999 à 2019. Les résultats montrent un effet positif significatif à long terme des dépenses publiques totales sur la croissance du PIB réel, une augmentation de 1% des dépenses étant associée à une hausse de 0,3% du PIB. Ceci est conforme à l'idée que les dépenses publiques peuvent stimuler l'activité économique. Toutefois, les investissements publics, qui font partie des dépenses totales, ont un effet négatif sur la croissance, peut-être en raison d'inefficacités ou d'un effet d'éviction sur les efforts du secteur privé.

L'analyse fait également référence à la courbe de Rahn, qui suggère un niveau optimal de dépenses publiques pour maximiser la croissance. Les dépenses du Maroc, qui dépassent parfois 30 % du PIB, dépassent souvent cette fourchette, ce qui laisse présager des inefficacités potentielles dues à des dépenses excessives. D'autres facteurs, comme la population active occupée et l'ouverture de l'économie au commerce, influencent positivement la croissance, soulignant les rôles de la main-d'œuvre et de l'intégration commerciale. L'inflation a un effet positif mineur, probablement dû à la stabilité des taux au Maroc durant cette période.

Les résultats sont techniquement robustes, soutenus par des tests confirmant la fiabilité du modèle. Cette recherche met en évidence la double nature des dépenses publiques au Maroc, qui sont bénéfiques dans l'ensemble mais entravées par des investissements inefficaces, et appelle à une exploration plus approfondie de la manière dont les fonds sont alloués.

## Références

- Afonso, A. Et Furceri, D. (2010) : Government size, composition, volatility and economic growth. *European Journal of Political Economy* ; Vol. 26 ; N° 4 ; pp : 517-532.
- Andrianady, J. R., Camara, A. E., & Randrianantenaina, K. S. (2023). Public investment and growth in case of Madagascar. *Munich Personal RePEc Archive*, MPRA Paper N° 117473, 8. <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/117473/>
- Barro, R. (1997) : Determinants of economic growth. Cambridge (Massachusetts) ; MIT Press.
- Bessard, P. (2020). Trop d'Etat, moins de prospérité. Institut Libéral (Genève), Briefing, 9 pages.
- Devarajan, S. & Swaroop, V. & Zou, H. (1996) : The composition of public expenditure and economic growth. *Journal of Monetary Economics* ; N° 37 ; Avril ; pp : 318-344.
- Dhanasekaran, K. (2001) : Government tax revenue, expenditure and causality : The experience of India. *Indian Economic Review* ; Vol. XXXVI ; N° 2 ; pp : 359-379.
- Easterly, W. & Loayza, N. & Montiel, P. (1997) : Has Latin America's post reform growth been disappointing ? *Journal of International Economics* ; N° 43 ; November ; pp : 287-311.
- Elaloui, J., & Hefnaoui, A. (2018). L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique : Approche par le modèle ARDL-Cas du Maroc. *Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit*, 6, 638-653.
- Erguigue, O. (2023). Dépenses publiques et croissance économique : Validation empirique de la loi de Wagner au Maroc. *African Scientific Journal*, 3(17), 23 pages. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7774103>
- Larsen, S. R. (2007). The economic case for limited government. *PROSPERITAS-A Policy Analysis from the Center for Freedom and Prosperity Foundation*, VII(III), 12 pages.
- Martinez-Lopez, (2005) : Government spending and economic growth in Cameroon ; Site web : [www.academia.edu](http://www.academia.edu).
- Minea, A., & Villieu, P. (2008). Un réexamen de la relation non linéaire entre déficits budgétaires et croissance économique. *Revue économique*, 59(2008/3), 561-570. <https://doi.org/10.391/reco.593.0561>
- Mitchell, D. (2005). The impact of government spending on economic growth. (Budget and Spending 17406; p. 19). The Heritage Foundation. <https://www.heritage.org/node/17406/print-display>
- Morley, B. & Perdakis, N. (2000) : Trade liberalization, government expenditure and economic growth. *Journal of Development Studies* ; Vol. 4 ; N° 36 ; pp : 38-43.
- Nounou, H., Karim, M., Moul Dar, M., & Zerrab, F. Z. (2023). Public investment and economic growth in Morocco : An econometric analysis using the ARDL model. *International Journal of Economics and Finance*, 15(9), 126-135. <https://doi.org/10.5539/ijef.v15n9p126>
- Ntita Ntita, J., Ntanga Ntita, J. De D., & Kazadi Ntita, F. (2019). Public investment and economic growth in Democratic Republic of Congo. *Munich Personal RePEc Archive (MPRA)*, 92905, 17. <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/92905/>
- Nbukpo, K. (2007) : Dépenses publiques et croissance des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). *Afrique Contemporaine* ; Vol. 2 ; N° 222 ; pp : 223-250.
- Nbukpo, K. (2007). Dépenses publiques et croissance des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). *Afrique Contemporaine*, 2(222), 223-250.
- TANZI, Vito Et ZEE, Howell H. (1997) : Fiscal policy and long-run growth. *International Monetary Fund ; Staff Papers* ; Vol. 44 ; N° 2 ; Juin ; pp : 179-209.

## Copyrights

Copyright for this article is retained by the author(s), with first publication rights granted to the journal.

This is an open-access article distributed under the terms and conditions of the Creative Commons Attribution license (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/>).